

Un mandat pour prendre à bras le corps la transition écologique et sociale.

Ce mandat municipal sera celui de l'urgence environnementale, sociale et démocratique

Il ne se passe plus une semaine sans qu'une actualité nous rappelle l'importance de changer rapidement et en profondeur notre modèle de société si nous voulons maintenir des conditions de vie civilisées et décentes. La communauté scientifique mondiale est unanime : nous faisons face à un dérèglement climatique massif, provoqué par les activités humaines et **nous disposons de peu de temps pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et nous adapter aux évolutions d'ores et déjà inéluctables du climat.**

Cet impératif doit nous conduire à **revoir intégralement nos modes de vie, de production et de consommation** pour les rendre plus respectueux des êtres vivants et de l'environnement. Pour être acceptés, et dans un souci de justice sociale, **ces changements doivent également contribuer à réduire les inégalités et à une meilleure inclusion de toutes et tous dans la vie démocratique.**

Pour cela, **le rôle des collectivités territoriales est primordial**, au même titre que l'action de tous les pouvoirs publics. Le Groupe Intergouvernemental d'Experts pour le Climat (GIEC) le rappelle : 50 à 70 % des solutions au changement climatique se jouent à l'échelle de nos villes et de nos campagnes. Les candidat.es qui seront élu.es les 15 et 22 mars vont donc faire face à une responsabilité inédite : celle de devoir non seulement gérer le quotidien de leur municipalité et de leur intercommunalité, mais également réformer en profondeur leur fonctionnement pour atténuer ses impacts sur l'environnement et conserver un cadre de vie acceptable dans un monde au climat dérégulé et géopolitiquement plus instable.

Une opportunité : s'appuyer sur le mouvement de la transition écologique et citoyenne

Pour répondre à ce défi, les futur.es élu.es peuvent s'appuyer sur un atout de taille : les nombreux mouvements et collectifs citoyens, associatifs ou entrepreneuriaux qui un peu partout se mobilisent concrètement dans une **dynamique de transition écologique et citoyenne sur leurs territoires.**

A travers leurs initiatives, ces mouvements contribuent à inventer le monde de demain tout en s'opposant aux pratiques délétères de notre système économique et politique actuel. Durant les six années à venir, ils sauront aussi bien **appuyer et soutenir les choix écologiquement et socialement responsables que s'opposer à toute politique locale qui contribuerait à amplifier le problème** plutôt qu'à le régler.

Afin d'orienter concrètement les politiques municipales et intercommunales, **un collectif de soixante associations nationales a rédigé le Pacte pour la Transition, un éventail de 34 mesures concrètes à mettre en œuvre sans attendre.** Ce dernier est consultable en ligne sur le site www.pacte-transition.org, et toutes les listes candidates aux élections municipales en France sont invitées depuis plusieurs mois à s'en emparer pour leur programme.

Des enjeux locaux spécifiques à la Métropole du Grand Nancy

Depuis novembre 2019, **16 associations du Grand Nancy et environs mènent un travail collectif pour établir une liste de mesures** visant à compléter le Pacte de la Transition avec des sujets particulièrement importants pour notre territoire.

Ce travail a abouti à l'élaboration des **26 mesures présentées ci-dessous**, non exhaustives, qui doivent être considérées comme un complément territorial du Pacte pour la Transition. **Les listes**

candidates sont invitées à s'emparer de ces mesures et à prendre publiquement position sur celles qu'elles comptent mettre en œuvre dans ce mandat si elles sont élues.

Les associations signataires soutiendront les élu.es qui s'emploieront à mettre en œuvre ces engagements, et s'opposeront aux politiques qui iraient à l'encontre de la nécessaire transition écologique, démocratique et solidaire.

Liste des 26 mesures et des associations signataires à retrouver dans le document joint